

L'AGRICULTURE PAYSANNE EST UNE VRAIE SOLUTION À LA CRISE CLIMATIQUE

Appel à l'action de la Via Campesina pour la COP21 à Paris.

Les perturbations climatiques ont, une fois de plus cette année, causé des famines importantes, des migrations et une dégradation des conditions de vies pour des millions de familles des zones rurales, spécialement des femmes et des jeunes. Alors que les petits paysan-ne-s partout dans le monde produisent la nourriture consommée par une grande majorité de la population, les glaciers fondent à une vitesse alarmante, de nombreuses espèces animales et végétales disparaissent chaque jour, les îles et les nations sont petit à petit envahies par les océans, les sols s'érodent, les forêts brûlent et les catastrophes comme les ouragans, les tornades, les tremblements de terre et les tsunamis deviennent presque des faits divers. Pendant ce temps, le système alimentaire mondial imposé aux peuples par les compagnies multinationales est non seulement un échec total mais aussi une des principales causes de la crise climatique induite par l'humain. La dépendance des combustibles fossiles pour produire, transformer et transporter est responsable selon les estimations de 44 à 57% des émissions à effet de serre au niveau mondial¹. Au lieu de produire une alimentation nutritive pour les peuples du monde, les entreprises multinationales ont généré de la faim et de l'obésité, de l'accaparement des terres et un exode rural, et une crise climatique qu'ils espèrent résoudre par de fausses solutions vendues aux Nations unies.

Plus de vingt ans depuis Rio (1992) et Kyoto (1997), les gouvernements n'ont cessé de se rencontrer pour leurs Conférences des Parties (COP) dans le cadre de la Convention-Cadre des Nations unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC - UNFCCC). Ils n'ont à aucun moment réussi à protéger et à améliorer les droits humains de leurs citoyen-ne-s, y compris le droit à l'alimentation car ils ont envoyé aux différentes discussions climatiques des délégations qui ont toutes privilégié les intérêts du secteur privé au détriment des intérêts du bien-être public. Les accords et les négociations précédentes sont passés d'accords obligatoires ou contraignants à de simples promesses qui ne seront pas tenues. En même temps, les entreprises multinationales se sont assurées de l'appui politique de gouvernements cooptés pour garantir que leurs intérêts fassent partie des stratégies de fond de ces accords. Les marchés du carbone, les soi-disant Mécanismes de Développement Propre (Clean Development Mechanisms – CDMs), REDD et REDD+, les bioénergies, les agro-carburants ainsi que les paquets agricoles de l'agrobusiness appelés « sensibles au climat » sont quelques unes des propositions trompeuses maintenant sur la table. Au lieu de résoudre les problèmes, ces fausses solutions ne font que les aggraver. Au lieu de plafonner les émissions, ils créent des marchés artificiels et des opportunités pour que les gros pollueurs continuent à polluer et ne fassent quasiment rien pour réduire les effets des dérèglements climatiques. En défendant les intérêts du capitalisme et la privatisation des ressources naturelles, les entreprises multinationales mettent en danger la vie des citoyen-ne-s, des petits paysan-ne-s et des communautés indigènes dont les moyens de subsistance dépendent de la nature.

Quand on parle d'alimentation et d'agriculture, il est clair que l'agriculture paysanne et les systèmes alimentaires locaux ont démontré leur capacité à nourrir les peuples depuis des siècles. Selon le

1 <https://www.grain.org/article/entries/4363-alimentation-et-changement-climatique-le-lien-oublie>

Programme pour l'Environnement des Nations unies, le Fond International pour le Développement Agricole, la FAO et le rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, les petits paysan-ne-s produisent aujourd'hui jusqu'à 80% de la nourriture dans les pays non industrialisés (là où vit la majorité de la population). Voilà pourquoi, à la Via Campesina, nous déclarons une fois de plus que la Souveraineté Alimentaire, basée sur l'agroécologie paysanne, les connaissances traditionnelles, la sélection, conservation et partage de semences adaptées localement et le contrôle de nos terres, eaux et territoires, est une solution réelle, viable et juste à la crise climatique mondiale principalement produite par les multinationales. Afin de mettre en œuvre la souveraineté alimentaire nous avons besoin de changements profonds. Nous avons besoin, entre autres, de réformes agraires intégrales, de marchés publics pour la production paysanne et de l'arrêt des accords désastreux de libre commerce promus par les entreprises multinationales. En bref, nous avons besoin de justice, à la fois sociale, économique, politique et climatique.

Dans la course vers la COP21, prévue du 30 novembre au 11 décembre 2015 à Paris (France), des promesses commencent à fuser qui prétendent arriver à «un accord universel et juridiquement contraignant». Nous, à la Via Campesina, représentant plus de 200 millions de paysan-ne-s au sein de plus de 150 organisations, appelons les gouvernements qui se rencontreront à la COP21, à prioriser les besoins des peuples et non les intérêts des entreprises et à trouver un accord pour de réelles solutions climatiques en incluant les systèmes alimentaires paysans qui refroidissent la planète. Les solutions des entreprises sont de fausses solutions qui ne résoudront en rien la crise climatique. Nos solutions sont réelles et doivent être prioritaires par les Nations unies. Pour garantir que notre voix soit entendue, nous allons nous mobiliser en alliance avec des millions de migrantes, de paysannes, de travailleuses, les femmes, les jeunes, les étudiantes et militants pour la justice climatique dans les rues du Paris.

Nous appelons tous les mouvements sociaux, les organisations populaires, la société civile et les activistes du monde entier à se mobiliser dans le contexte de la COP 21 et à venir en masse à Paris mais aussi de façon décentralisée afin de mettre en avant nos propositions et de dire notre désaccord total avec les fausses solutions que les multinationales ont insérées dans celles de la CCNUCC (UNFCCC). Les gouvernements et leurs délégations traînent les pieds depuis trop longtemps déjà et ils doivent maintenant répondre aux besoins et aux attentes des peuples du monde. C'est le moment de définir de vraies solutions pour la souveraineté alimentaire et de stopper la main mise des entreprises sur le CCNUCC (UNFCCC).

Dates clefs à retenir

[28/29 Novembre] Mobilisations de Masse Initiales pour la Justice Climatique

[29 Novembre] Mobilisations Décentralisée Mondial pour la Justice climatique

[5/6 Décembre] Village Mondial / Foire aux Alternatives Populaires

[9 Décembre] "Journée de l'Agriculture Paysanne et de la Souveraineté Alimentaire"

[12 Décembre] "Dernier Mot" Mobilisation de Masse pour la Justice Climatique

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE EST UNE VRAIE SOLUTION À LA CRISE CLIMATIQUE GLOBALE

L'AGROÉCOLOGIE PAYSANNE NOURRIT LE PEUPLE ET REFROIDIT LA TERRE
LA JUSTICE CLIMATIQUE INCLUT LES MIGRANTS, LES JEUNES ET LES FEMMES

Contacts:

[Français] Josie Riffaud / josieriffaud@yahoo.fr / 33.5.56.23.65.09 / Confédération Paysanne (France), et Collectif International de La Via Campesina pour l'Environnement et la Justice Climatique;

[Espagnol] Edgardo Garcia / edgardogarcia2007@yahoo.es / 505.888.72973 / Asociación de Trabajadores del Campo (Nicaragua), et Collectif International de La Via Campesina pour l'Environnement et la Justice Climatique;

[Anglais et Espagnol] Carlos Marentes / cmarentess@gmail.com / 1.915.873.8933 / Border Farm Workers Project – Unión de Trabajadores Agrícolas Fronterizos (U.S.A.), et Collectif International de La Via Campesina pour l'Environnement et la Justice Climatique;